

## Soutien au 3 militants en procès le 13 février à Bar-Le-duc

Depuis plusieurs mois, les convocations de militant.e.s opposé.e.s au projet d'enfouissement de déchets radioactifs Cigéo se multiplient, notamment au sujet de l'action collective menée le 14 août 2016 qui a vu des centaines de personnes mettre à bas un mur érigé illégalement par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

**Nos organisations souhaitent assurer de leur soutien les associations et militant.e.s signataires du texte ci-dessous. En le diffusant à notre tour, nous souhaitons :**

- Refuser collectivement les accusations fictionnelles et extravagantes d'"association de malfaiteurs" à l'encontre des militant.e.s opposé.e.s au projet Cigéo.
- Dénoncer cette stratégie de criminalisation systématique de toute forme d'opposition, qu'elle soit associative, syndicale ou individuelle.
- Nous déclarer pleinement solidaires de la lutte contre la poubelle nucléaire.
- Inviter à signer cette pétition contre la répression et les violences policières : <http://www.sortirdunucleaire.org/petition-soutien-bure>

Nous invitons également à venir soutenir les militant.e.s lors du procès qui aura lieu le 13 février à Bar-le-Duc.

### Soutiens déclarés à ce jour :

Adret Morvan,  
Alsace Nature,  
Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA),  
Association des Décroissants Nancy (ADN),  
Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC),  
Attac Vosges,  
Collectif des Associations de défense de l'Environnement Pays Basque Sud des Landes (CADE)  
Champagne Ardenne Nature Environnement (CANE),  
Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs,  
Comité Bure Bretagne Sud,  
Comité de soutien jurassien (Bure stop Jura),  
Comité Haute-Marne du Parti de Gauche,  
Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR),  
Confédération Paysanne,  
Confédération Paysanne Vosges,  
Europe Ecologie Les Verts (EELV)  
Europe Ecologie Les Verts Lorraine (EELV Lorraine),  
Emancipation tendance intersyndicale,  
France Insoumise : Livrets forêt et énergie de la France Insoumise,  
France Insoumise Meuse,

France Nature Environnement Bourgogne Franche-Comté (FNE Bourgogne Franche-Comté),  
France Nature Environnement Grand-Est (FNE Grand Est),  
Groupes d'action Haute-Marne de la France insoumise,  
Le Parti de Gauche,  
Les mauvais jours finiront" Chorale révolutionnaire verdunoise,  
« Libre Canut » de Goven,  
Mouvement pour une Alternative Non-violente de Nancy (MAN Nancy),  
Nouveau Parti Anticapitaliste Meuse (NPA Meuse)  
Parti Communiste 52,  
Parti de Gauche 55  
Réaction en Chaîne Humaine (RCH),  
Réseau "Sortir du Nucléaire"  
« Santé Ecologie » de Paul,  
Sortir du Nucléaire 72,  
Sortons du Nucléaire Moselle,  
Stop Fessenheim,  
Stop Golfech (47),  
SUD Rail,  
Union syndicale Solidaires  
Vosges Alternatives au Nucléaire ...

### ***Face à la poubelle nucléaire, nous sommes tous-tes résistant.e.s !***

*Le mardi 13 février, trois procès liés à la lutte contre Cigéo auront lieu au Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. Deux militants sont accusés d'avoir participé à la destruction du mur édifié par l'Andra dans le Bois Lejuc durant l'été 2016, le troisième est poursuivi pour atteinte à l'honneur d'agent dépositaire de l'autorité publique. Il semblerait bien que ce sont plutôt leurs convictions qui ont vocation à être incriminées plutôt que les faits très flous qui leur sont reprochés. C'est en ce sens que leurs procès sont les nôtres.*

*Nous sommes multiples, la lutte contre la poubelle nucléaire et son monde est une lutte qui nous concerne toutes et tous.*

*Aujourd'hui, nous sommes victimes d'une campagne de diabolisation, uniquement destinée à justifier une répression de plus en plus lourde : désormais, tout est prétexte à nous convoquer, devant les gendarmes jusqu'aux tribunaux.*

*On nous filme, on nous fiche, on prend nos empreintes digitales et notre ADN, on perquisitionne nos outils de communication et nos maisons, on nous surveille : on nous harcèle.*

*Pourtant, nous sommes simplement opposé.e.s à un projet d'État.*

*Depuis qu'une instruction pour "association de malfaiteurs" est ouverte, elle sert à convoquer toutes les personnes engagées de près ou de loin dans cette lutte.*

*Ce dispositif judiciaire s'appuie sur une motivation politique qui a pour objectifs de :*

- décourager et apeurer les militant.e.s ainsi que les personnes de plus en plus nombreuses rejoignant le mouvement anti-nucléaire à travers les récents comités de soutien à la lutte contre CIGEO*
- construire de toutes pièces une grossière image d'organisation pré-terroriste, d'un dangereux réseau de militant.e.s écologistes français et même étrangers...*

*De qui se moque-t-on ?*

*Tout est bon pour détourner l'attention d'où se trouve réellement le danger : dans toutes les installations nucléaires en France et ailleurs.*

*Car, personne n'est dupe : cette répression est une stratégie de diversion.*

*Pour faire taire l'opposition, l'Etat utilise la justice en formulant des accusations évasives et fourre-tout : une tactique déplorable pour réprimer la contestation plutôt que de répondre à 20 ans de contre-expertise militante.*

*La pluie de convocations que nous subissons depuis quelques semaines est un aveu d'échec de l'Etat, incapable de justifier son projet.*

*Pendant qu'on nous criminalise, le projet avance, ignorant les impasses techniques soulevées depuis longtemps par des scientifiques indépendants, confirmées maintenant par l'Autorité de Sécurité Nucléaire.*

*Mais loin de nous diviser, cette stratégie répressive nous rassemble : nous sommes encore plus déterminé.e.s, solidaires, et combatif-ves.*

*Aucune personne, aucune association n'est propriétaire ni commanditaire de cette lutte : il y a mille manières de lutter.*

*Oui, c'est la résistance qui nous associe contre cette association de mal-faisants que sont l'Etat, les nucléocrates, les élus, coupables de corruption, de dégradation de territoire en réunion avec préméditation, et de violences aggravées, comme le 15 août dernier quand Robin a failli perdre son pied lors de l'explosion d'une grenade GLI-F4, ce même type de grenades qui ont déjà tué, notamment, Vital Michalon en 1977 et Rémi Fraisse en 2014 pour lequel le gendarme mis en cause vient d'être relaxé.*

*C'est une stratégie globale qui est à l'oeuvre : la légitimation des recours à la violence par la force publique dans le récent et abject traitement médiatique relatif à certain.e.s militant.e.s « zadistes » de NDDL pour une éventuelle évacuation laisse craindre une banalisation de ces méthodes envers l'ensemble des mouvements sociaux.*

*Que ce soit à la ZAD de NDDL ou à Bure, nous nous levons contre ces mêmes tentatives de manipulation de l'opinion publique.*

*Nous sommes toutes et tous des résistant.e.s.*

**Signataires :**

Asodedra, Bure stop 55, Bure Zone Libre, Cacendr, Cedra, Eodra, Les Habitants Vigilants de Gondrecourt, Les Habitants Vigilants de Void-Vacon, Meuse nature environnement, Mirabel-LNE et des opposant-es à la poubelle nucléaire